



MUNICIPALES :

- battre la droite**
- combattre l'austérité**
- améliorer les conditions de vie des travailleurs dans la commune**

L'offensive lancée par la droite, par les Chirac, Giscard, Barre, Peyrefitte, se développe à l'approche du premier tour des élections municipales. Après son succès aux cantonales de l'an dernier, la droite cherche une victoire plus franche pour prendre sa revanche, saboter tout changement favorable aux travailleurs, exiger des élections législatives anticipées et tenter de revenir au gouvernement.

Dans tous les domaines, les propositions de la droite traduisent une volonté de régression sans précédent pour les travailleurs : remise en cause du salaire garanti, de la cinquième semaine de congés, de la retraite à 60 ans, des lois Auroux sur les droits des travailleurs, du rôle des délégués du personnel, des statuts des personnels des entreprises nationalisées à l'occasion de leur retour au privé; réduction des prestations Sécurité sociale, du nombre de fonctionnaires; liberté des prix pour les entreprises, allègement de leurs charges, etc.

Une victoire de la droite aux municipales ne ferait qu'aggraver la situation pour les travailleurs, pour la défense de leurs intérêts immédiats comme à long terme.

C'est pourquoi le Bureau politique du PCML appelle à voter pour barrer la route à l'offensive de la droite.

La droite compte profiter de la déception, du découragement, de la démobilisation des travailleurs, engendrés par la politique d'austérité mise en œuvre par le gouvernement depuis juin dernier : baisse du pouvoir d'achat, cotisations sociales supplémentaires, réduction des prestations versées aux chômeurs, et perspective d'un nouveau plan de rigueur au lendemain des municipales.

Faut-il taire les critiques à cette orientation de peur de favoriser le retour de la droite? Tout au contraire. Pour redonner confiance aux travailleurs, il faut combattre les mesures d'austérité qui les touchent alors que les cadeaux au patronat n'ont relancé ni les investissements productifs ni les embauches. Une autre politique est possible, d'autres solutions existent : s'attaquer à la domination du dollar plutôt

que de céder « aux contraintes internationales » de la crise, s'en prendre aux profits capitalistes et impérialistes, à la spéculation et à l'évasion des capitaux plutôt que de choisir de serrer la ceinture des travailleurs.

Il faut changer radicalement de politique économique, il faut combattre l'austérité afin que les forces ouvrières et populaires retrouvent confiance et force en elles-mêmes et battent l'offensive de la droite.

Les élections municipales sont aussi l'occasion d'améliorer localement les conditions de vie des travailleurs et de développer la démocratie. Défendre les intérêts ouvriers et populaires implique d'œuvrer en particulier :

— pour le droit au travail, l'amélioration des conditions de logement, de transports, de cadre de vie, pour la satisfaction des besoins sociaux;

— pour développer la participation et le contrôle des travailleurs français et immigrés et de leurs organisations sur tout ce qui les concerne;

— pour la réforme des impôts locaux, réduisant les charges des familles populaires;

— pour que l'ensemble du personnel communal bénéficie de tous les acquis de la Fonction publique;

— pour le soutien actif des luttes des travailleurs, des bureaux comme de la campagne.

Battre la droite, combattre l'austérité, améliorer les conditions de vie des travailleurs, tels sont les trois objectifs indissociables auxquels appelle le Bureau politique du PCML à l'occasion des élections municipales.

Les organisations et militants du PCML participeront activement, sur cette base, à la campagne électorale dans leurs communes, afin d'assurer efficacement la défense des intérêts des travailleurs.

« Team Spirit 83 » :

UNE GRAVE MENACE CONTRE LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Depuis le 1^{er} février et jusqu'à la mi-avril, se mèneront en Corée du Sud et aux alentours les manœuvres militaires conjointes de l'impérialisme U.S. et des fantoches sud-coréens. A ces manœuvres, baptisées « Team Spirit 83 », les Japonais assistent comme « spectateurs », considérant le détroit de Corée comme leur zone de défense !

Chaque année, cette alliance tripartite reproduit ces menées provocatrices et d'intimidation à l'égard de la Corée du Nord. Cette année, pourtant, elles mobilisent une quantité d'hommes et de matériel inouïe : 70 000 soldats US, les unités maritimes de la VII^e Flotte, les unités aéroportées du Pacifique. Le plus grand sous-marin à propulsion nucléaire

« Entreprise » sera de la partie. Avions divers, missiles et autres moyens de guerre sophistiqués transformeront ce secteur en véritable zone de guerre. 118 000 soldats sud-coréens participeront « aux simulacres » de débarquements.

Le journal coréen *Rodong Simoun* note que « Team Spirit 83 » « supposant une attaque frénétique contre la moitié nord de la République... risque de se convertir en une véritable guerre à n'importe quel moment ».

A n'en pas douter, il s'agit là d'une grave menace contre la paix et la sécurité non seulement pour la Corée, mais encore pour l'Asie et pour le monde entier.

Citroën-Aulnay :

POUR SUIVRE LA SOLIDARITÉ

Vingt-six travailleurs et syndicalistes mis à pied chez Citroën-Aulnay, sont toujours sous la sérieuse menace de licenciement.

Et pourtant, à la lumière des faits et des témoignages, la version « direction-CSL » des événements du 2 février, ne tient pas, alors que la réalité de la provocation patronale apparaît de mieux en mieux (cf. *PCML-Flash* de la semaine dernière). Parmi les travailleurs sanctionnés, deux d'entre eux ne se trouvaient même pas présents à l'usine le 2 février dernier ! A Aulnay, la direction cherche à prendre une revanche sur l'organisation massive des travailleurs gagnée lors de la grève de juin. Par tous les moyens. Il est sûr aussi que les diverses déclarations de Pierre Mauroy et de Jean Auroux sur les travailleurs immigrés « manipulés par l'Islam » et sur la CGT « incapable ou coupable », de fait autorisent la direction à frapper un coup. Depuis, la commission dite « Dupeyroux » n'a pas voulu parler des « mises à pied » et semble reprise la thèse patronale selon laquelle ses « recommandations » ne seraient pas obligatoires. Les travailleurs de Citroën-Aulnay, quant à eux, ont renouvelé leur fermeté et détermination : il y aura grève en cas de licenciement.

La partie de bras de fer engagée est de taille. Outre le respect de la liberté et de la dignité conquises en juin dernier, il y a aussi la question des salaires. En novembre 82, les revendications de la CGT étaient de 8% d'augmentation pour 83 (avec clause de sauvegarde) et 680,00 francs de plus pour les bas salaires (+13%). Après le succès de Renault-Flins, les travailleurs de Citroën ont voulu, à juste titre, « comme chez Renault ». Voilà aussi ce qui a motivé leur mobilisation ces dernières semaines. Voilà sans doute aussi l'explication des tentatives d'isolement et de dénigrement de leur lutte. Voilà pourquoi leur lutte concerne tous les travailleurs tant pour la défense de leurs droits face au patronat que pour le refus de l'austérité.

Moyen-Orient :

APRES LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE ISRAËLIENNE

Le rapport de la commission d'enquête israélienne sur les massacres de Sabra et de Chatila, vient d'être rendu public. Son premier mérite est d'abord d'avoir vu le jour, ce qui n'a été possible que grâce aux gigantesques manifestations de Tel-Aviv en septembre.

Sur le plan du contenu, le rapport est sévère puisqu'il n'esquive pas la responsabilité du gouvernement israélien et réclame la démission de Sharon. Mais il reste essentiellement descriptif, ce dont on ne peut lui faire grief puisqu'il n'avait pas d'autre objet que l'enquête. A tous les hommes de conscience, Israéliens ou pas, d'aller plus loin et de se demander quels mobiles politiques profonds ont pu guider un Sharon et un Begin, quelle philosophie raciste et expansionniste les inspire au point que Sabra et Chatila, œuvre de leurs plus proches alliés libanais, soit inévitable.

Reste que ce document, dont Yasser Arafat a pu dire qu'il comportait « des décisions importantes mais quelque peu incomplètes », vient d'être bafoué sans vergogne par ceux-là mêmes qu'il mettait en accusation : Sharon reste en place, avec tous ses copains. Plus, un militant du Mouvement « la Paix maintenant » a été tué par un fanatique d'extrême-droite, ceux-là qui soutiennent Begin. Ce tour de passe-passe et ce meurtre n'ont donc pas fini de faire monter les tensions à l'intérieur même de la population juive, Begin et Sharon risquent de ne pas s'en tirer à si bon compte, même si pour le moment tout continue comme avant : occupation du Liban, colonisation accrue en Cisjordanie et Gaza, répression de camps de réfugiés palestiniens près de Naplouse...

BLOC-NOTES

• Mardi 15 février, Pierre Bauby, membre du Secrétariat politique du PCML, a tenu une conférence de presse à Paris, durant laquelle il a présenté les axes politiques du PCML pour les élections municipales des 6 et 13 mars, les conditions de sa participation et ses candidatures. Ont été présents des journalistes et photographes de l'AFP, Chine Nouvelle, TF1 et FR3.

• Dans le cadre de la campagne des municipales, Pierre Bauby est interviewé à RTL mardi 15 février — journal de 22h30 — et à France Inter vendredi 18 février — journal de 13h00.

• Le 8 février 1983, le PCML de Seine-St-Denis (93) a envoyé un télégramme au premier ministre et au ministre du Travail pour demander leur intervention pour « l'annulation de toutes les sanctions envers les travailleurs et les syndicalistes de Citroën-Aulnay » ; ce télégramme indique notamment : « Les travailleurs de France attendent du gouvernement élu par eux un soutien à leur liberté et à leur dignité et de la fermeté face aux pressions patronales. »

Dans un communiqué du 7 février, le PCML-93 « soutient sans réserve les initiatives que prendront les travailleurs de Citroën-Aulnay et leurs syndicats, notamment la CGT, pour faire reculer la direction. Le PCML (Seine-St-Denis) est persuadé qu'une riposte ferme et unie de toutes les forces de progrès est nécessaire pour déjouer cette offensive du patronat et de la réaction, et est prêt à s'associer à toute initiative allant dans ce sens. »

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F
Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F — 6 mois : 80,00 F

• Jacques Jurquet, membre du Secrétariat du PCML, et Alain Castan, membre du Bureau politique, ont participé à plusieurs réunions à Marseille et dans la région où ils ont fait le compte-rendu de leur récent séjour en Chine.